

**RAPPORT N° 2022/6-25  
au Bureau de la Communauté  
en séance du vendredi 09 décembre 2022**

**OBJET**

**CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC PORTUAIRE DU PORT DE  
SAINT-MARIE CONCLUE AVEC « AIDEN PIZZA » - AVENANT N° 2  
ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL / AXE 1 –  
FAVORISER UN AMENAGEMENT CIRCULAIRE / ENGAGEMENT3-PRIVILEGIER DES ESPACES DE RESPIRATION  
ET DE LOISIRS DE QUALITE**

La CINOR a autorisé l'entreprise « AIDEN PIZZA » SASU S.L.G.M représentée par Monsieur Guy LEBON, sous la forme d'une autorisation d'occupation temporaire (AOT) du domaine public, à occuper un emplacement provisoire (N°12) situé sur le domaine public portuaire du Port Intercommunal de Sainte-Marie (Rond-Point Gandhi), pour exercer une activité de restauration rapide depuis le 17 juin 2019.

Monsieur Guy LEBON a sollicité la CINOR le 9 septembre 2022 afin de prendre en compte les modifications juridiques effectuées depuis le 21 janvier 2021 de la société en charge de l'exploitation désormais dénommée « AIDEN RESTAURATION ».

Aussi, afin de régulariser la situation et permettre le paiement des redevances dues par la société « AIDEN RESTAURATION » qui continue d'exploiter le restaurant « AIDEN PIZZA » depuis début 2021, il vous est proposé un avenant au contrat d'AOT joint en annexe au présent rapport.

Par conséquent, je vous prie de bien vouloir :

- Approuver l'avenant n°2 de la convention d'occupation temporaire du domaine public portuaire jointe en annexe.
- Autoriser le Président à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,  
Maurice GIRONCEL**



**DECISION N°2022/6-25  
du Bureau de la Communauté  
en séance du 09 décembre 2022**

**OBJET**

**CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC PORTUAIRE CONCLUE  
AVEC « AIDEN PIZZA » - AVENANT N°2  
ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL / AXE 1 –  
FAVORISER UN AMENAGEMENT CIRCULAIRE/ENGAGEMENT 3-PRIVILEGIER DES ESPACES DE RESPIRATION  
ET DE LOISIRS DE QUALITE**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/6-25 du Président

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
DECIDE**

**ARTICLE 1**

D'approuver l'avenant n°2 de la convention d'occupation temporaire du domaine public portuaire jointe en annexe.

**ARTICLE 2**

D'autoriser le Président à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

Nombre de votants : 12 (dont 1 procuration)

Suffrages exprimés : 12

Vote pour : 12

Vote contre : 00

Abstention : 00

**Ne prennent pas part au vote et aux débats : Audrey BELIM et Didier GOPAL**

Pour extrait certifié conforme

Fait à Sainte-Clotilde **19 DEC 2022**

**Le Président,  
Maurice GIRONCEL**

